

Les touristes contre les délogés : si seulement c'était un poisson d'Avril ...

Réponse au conseil municipal catastrophique du 1^{er} avril 2019

Collectif du 5 novembre – Noailles en colère,

Marseille, le 2 avril 2019.

Le conseil municipal d'hier, lundi 1^{er} avril, aurait pu être l'occasion pour la Mairie de Marseille d'annoncer les mesures attendues par les plus de 2500 délogé·es et les Marseillais·es solidaires, permettant leur relogement provisoire ou définitif ou la réintégration de leur logements dans de bonnes conditions.

La majorité de M. Gaudin a décidé au contraire d'opérer un recul sans précédent dans la gestion de la crise actuelle et méprise honteusement le sort les délogé·es.

Depuis plusieurs jours, l'annonce de la fin de la gratuité des repas avait déjà choqué de nombreux·ses citoyen·nes. Au lieu d'annuler cette décision, la Mairie a confirmé cette mesure méprisante et qui va aggraver encore la situation sociale des délogé·es. Cohérent depuis plusieurs mois, M. Gaudin veut faire passer ces mesures de solidarité pour de la charité et laisse clairement entendre que les repas déplacés au CROUS-s'arrêteraient cet été; la Mairie ayant été « assez généreuse » selon lui (voir le débat à partir de la minute 5 :24 :00). Aucune solution n'est par ailleurs trouvée concernant le maintien des repas pendant les vacances scolaires. Rappelons également à M. Ruas, qui prétend garder la « main tendue », qu'il brille par son absence aux réunions avec les associations, collectifs et délogé·es depuis environ 3 mois. Alors que l'adjoint tente de défendre son bilan lors d'une intervention faussement énervée, rappelons lui également que le conventionnement avec la SOLIHA était le fruit des demandes des associations et collectifs et de l'incompétence flagrante des services municipaux et métropolitains et non de sa simple volonté. Que la Mairie est en réalité propriétaire de certains bâtiments en péril et dispose de pouvoirs conséquents en matière d'habitat pour protéger les occupant·es. Que les propriétaires occupant·es sont en réalité laissé·es à l'abandon et qu'avant le 5 novembre, de nombreux journalistes ont documenté le manque de moyens des services de la ville ou encore la non-utilisation des budgets alloués aux travaux d'office, contrairement à tout ce qu'il laisse entendre.

Pire encore, M. Gaudin a également annoncé hier qu'au vu de la période touristique et des congrès qui démarre, la Mairie allait remplacer l'hébergement en hôtel par la

« **réactivation de centre d'hébergement d'urgence** » (minute 00 :59 :25). Aucune autre information n'a pour l'heure été communiquée à ce sujet. Nous sommes extrêmement inquiet·tes des conséquences de cette annonce. Depuis des mois, nous alertons que ce type d'hébergement finirait par saturer le secteur hôtelier. **Plutôt que de réquisitionner les logements vacants dès le mois de novembre** pour créer un nombre suffisant de logements provisoires permettant d'accueillir les délogé·es actuel·les et futur·es, **la Mairie a laissé s'aggraver et pourrir la situation**. Alors que le Ministre Denormandie avait annoncé 75 logements réoccupés sur la rue de la République, M. Gaudin nous annonce également hier que seuls 25 d'entre eux l'ont effectivement été. Aucune mesure pour la réoccupation ou la réquisition des logements n'a pour l'heure été prise ni par la Mairie ni par l'Etat, alors que la loi de 1998 prévoit la possibilité de mandater des agents assermentés pour organiser cela.

M. Gaudin et ses adjoints ont beau se vanter de « tout faire », communiquer sur le nombre de repas distribués ou sur des réintégrations qui se passent en réalité dans des conditions catastrophiques, la situation continue de se dégrader chaque jour un peu plus. Nous leur conseillons de se renseigner, notamment grâce au formidable travail de la presse locale ou des photographes solidaires qui documentent la réalité des délogements :

<https://charte.collectif5novembre.org/indigne-toits/>

Comble de l'ignominie, M. Gaudin ose affirmer que les ami·es et familles des victimes du 5 novembre ont été accompagnées, alors que tout le monde se souvient, les premier·es concerné·es avant tout, que la plupart des frais d'obsèques ont été pris en charge par les consulats ou les familles elles-mêmes. Certaines familles ont attendu jusqu'au mois de janvier pour être remboursées, après maintes relances et démarches et sans jamais avoir été reçues comme la dignité le réclamait pourtant.

Alors que les associations et collectifs ont construit avec les délogé·es une charte de relogement ambitieuse pour protéger tou·tes les occupant·es, la Mairie de Marseille a choisi elle de tourner le dos aux milliers d'habitant·es concerné·es.

<https://charte.collectif5novembre.org/>

Le maire de Marseille et sa majorité au conseil municipal se targuent de générosité, estimant de pas avoir d'obligations légales à l'encontre des personnes délogées et désignent les propriétaires défailants sans jamais questionner sa responsabilité

politique dans le drame que vivent et subissent des milliers de marseillais.

Nous serons reçu·es ce jeudi avec les délogé·es et les autres associations concerné·es, ce rendez vous ayant été prévu depuis plusieurs jours. **Nous laissons à la Mairie de Marseille jusqu'à cette date pour revenir sur ces reculs cruciaux et proposer des solutions à long terme pour tou·tes les délogé·es actuel·les et futur·es.** La proposition de charte de relogement que nous portons pose les bases d'une véritable politique publique de protection des marseillais·es et nécessite des moyens à la hauteur des besoins.

Nous appelons l'ensemble des marseillais·es à la vigilance et à être prêt·es à se mobiliser dans les prochaines semaines.

La vidéo du conseil municipal du 1^{er} avril 2019 :

http://event.novialys.com/Datas/vdm/1192513_5c9c79cd3d6f5/?fbclid=IwAR3Gk7_A2fJ7X4PVtOkSgejyWw0_xRI7bwhHXImfAXaO4fl81-fFK-0hPzk